

Parti communiste

ALLOCUTION DU PREMIER MINISTRE

A LA FETE DE LA ROSE

Lille, le 26 septembre 1982

Chers amis,
Chers camarades,

Nous sommes sur la bonne voie. Les premiers résultats nous donnent raison. La politique de rigueur menée par le gouvernement porte ses fruits.

Les derniers indices justifient les efforts entrepris : nous avons pu stopper la course folle qui prive chaque année des milliers d'hommes de leur travail.

Lors des douze derniers mois, le chômage a augmenté en France deux fois moins vite qu'aux Etats-Unis et cinq fois moins qu'en Allemagne. Les derniers chiffres indiquent que dans notre pays il est en train de se stabiliser. Nous continuons de nous battre sur la ligne de crête des 2 millions de chômeurs.

De la même façon, nous avons mis en place un dispositif rigoureux de lutte contre l'inflation. Sur un an, le rythme de la hausse des prix est passé des 14 % de Raymond Barre à 10,9 %. Les indices du dernier semestre indiquent même que nous sommes sur une pente d'inflation de 9,3 %.

Ce résultat nous le devons au blocage des prix et des revenus. Ce remède aucun chef de gouvernement n'avait osé l'utiliser. Ce remède était pourtant indispensable pour assainir notre économie, pour lui permettre de retrouver ses grands équilibres et chercher à retrouver ainsi les voies de la croissance. Sans croissance, il n'est pas possible d'avancer, de créer des emplois, d'assurer le renouveau de notre appareil productif.

Après 4 mois de blocage, il y aura 14 mois d'un traitement d'accompagnement avec notamment des accords de modération, une liberté surveillée des prix en quelque sorte

Au terme de ces 18 mois du plan de maîtrise de l'inflation, en décembre 1983, tout redeviendra-t-il comme avant ?

Les prix et les revenus recommenceront-ils à évoluer comme ils le faisaient avant juin 1982 ?

Bien sûr que non.

Car c'est bien là l'enjeu du plan de maîtrise de l'inflation : au terme des 18 mois il ne s'agira pas d'en revenir aux errements et aux habitudes du passé, de laisser se reformer la banquise des structures inadaptées et des priviléges archaïques qui est justement la cause de l'inflation française.

Au contraire, en 18 mois, il s'agit précisément d'acquérir de nouveaux réflexes collectifs, de forger de nouvelles conduites sociales, concertés et acceptés par tous, des réflexes et des conduites qui limiteront ou qui supprimeront les causes d'inflation dans la formation des coûts de l'économie.

Pour que les cinq années du IVème Plan - qui commencera en 1984 - se déroulent dans une économie assainie, pour qu'elles soient le cadre d'un véritable changement dans la vie quotidienne des Français, pour qu'elles soient les années de construction d'une autre société faite de justice et de responsabilité, nous avons, tous ensemble, engagé un vaste effort collectif. Car l'inflation en réalité aggrave les injustices dans la répartition et encourage l'irresponsabilité dans la production.

Reconquérir l'emploi, réduire le temps de travail, donner tout son sens au nouveau temps libre, bref changer la vie, l'immense majorité des Français partage ces attentes. Mais pour y répondre il faut d'abord casser l'inflation. Tous ensemble.

Cette rigueur dans la conduite de notre économie n'est pas la seule caractéristique de la politique du gouvernement.

Rigoureux nous le sommes aussi vis-à-vis de nous-mêmes et de nos engagements. Nous sommes la majorité de la parole tenue. Depuis quinze mois, nous n'avons pas changé, mes camarades. Emploi, Solidarité, Responsabilité : nos objectifs sont les mêmes, vous les connaissez.

Ceux qui nous accusent de changer de politique sont en réalité ceux qui souhaitent nous voir tourner le dos à nos engagements.

Eh bien, ils seront déçus. La gauche dans l'opposition n'avait pas crain d'exposer ses idées et ses analyses. Elle est aujourd'hui en train de rendre effectives les réformes promises.

La droite n'a pas ce courage ni cette honnêteté.

Pourtant le programme de la droite il existe. Les Français le découvrent depuis quelques semaines au fil d'un bal étrange qui ressemble fort à un bal des revenants.

Je récapitule :

- Chirac veut supprimer les lois Auroux qui étendent les libertés des travailleurs. Il veut revenir sur les nationalisations, même sur celles que fit de Gaulle en 1945 ! Quelle belle fidélité...
- Barre veut suspendre la 5ème semaine de congés, supprimer l'impôt sur la fortune, abandonner la décentralisation, les ordonnances sociales, la retraite à 60 ans...

- Giscard lui aussi veut dénationaliser. Il se plaint d'autre part de la qualité du débat politique français. Eh bien, je ne crois pas que l'opposition contribue à éléver cette qualité. Que disent-ils aujourd'hui ceux qui accusaient un ministre d'être responsable de la mort de l'ancien directeur de la caisse d'assurance maladie de Marseille ? Que disent-ils maintenant que la justice a fait son travail ?

Chacun voit bien aujourd'hui qu'à la veille des cantonales, ils ont calomnié le gouvernement et menti au pays.

Hélas je ne constate pas que l'opposition tire les leçons de cet épisode. Le cortège des prédictions catastrophiques continue. Hier, c'était encore M. Couve de Murville.

Je laisse ces CASSANDRE à leurs responsabilités. Mais je regrette de devoir dire à ceux qui ont eu d'importantes responsabilités que le débat démocratique légitime doit éviter d'affaiblir le crédit de notre pays.

Tous les mensonges accumulés depuis des mois ne sont en effet pas sans conséquence. Ils troublent une partie de l'opinion. Ils nourrissent le pessimisme de certains milieux économiques qui tardent à investir et n'osent pas créer des emplois. Ils favorisent la spéculation contre notre monnaie.

Si l'industrie française n'a pas suffisamment profité de la relance par la consommation que nous avons effectuée cette année, n'est-ce pas en partie du fait que certains responsables d'entreprises se sont laissés intimider par les prévisions apocalyptiques d'hommes à qui ils ont longtemps fait confiance ? Ces hommes aujourd'hui prétendent donner des leçons face à une crise économique qu'ils ont été incapables de dominer pendant sept ans.

Je veux dire par exemple, à M. Bernard PONS, qui parle du Premier ministre comme d'un fusible devant sauter, qu'il devrait avoir un peu plus de mémoire. Depuis le début de la Ve République, il y a eu 8 premiers ministres. Dans le même temps, le mouvement gaulliste a usé 22 secrétaires généraux. Un par an pratiquement.

Alors je le dis à M. PONS. Si quelqu'un doit s'inquiéter pour son avenir, c'est plutôt lui !

Car moi, je vois que notre économie est en train de restaurer ses équilibres, que la France va enregistrer en 1982 la croissance la plus forte des économies occidentales après le Japon, que le pouvoir d'achat des ménages augmentera en 1982.

Grâce aux efforts de tous les Français, la France se relève. La France devient en même temps plus solidaire et plus juste.

Nous avons effectué les nationalisations pour nous assurer la maîtrise de notre politique industrielle et réorganiser notre appareil de production.

Nous mettons progressivement en oeuvre la décentralisation pour faire descendre le pouvoir vers le citoyen. Nous avons fait avancer les droits des travailleurs. Nous sommes en train de mettre en place une fiscalité plus juste.

Dans le budget pour 1983, la pression fiscale n'augmentera pas, elle sera plus équitablement répartie. Le gouvernement s'y était engagé dans le cadre de sa lutte contre les inégalités. Les Français les plus défavorisés verront donc dans l'année qui vient, leur contribution s'alléger ou même disparaître. Ils seront un million dans ce cas.

Fidèle à ses principes, le gouvernement le reste aussi quand des troupes françaises partent au Liban pour participer à une force multinationale et assurer la protection des populations civiles. Le Président de la République l'a expliqué: la France honore ses engagements vis-à-vis de ce pays ami. Au-delà des épreuves qu'il vient de connaître, il doit recouvrer sa souveraineté, son unité et son intégrité territoriale.

Nous sommes au gouvernement pour mettre en oeuvre la politique choisie par les Français. Nous continuerons parce que nous en avons la volonté et parce que nous avons, pour nous, la durée. Je le dis à tous ceux qui glosent sur la légitimité.

Tous, élus et militants, vous devez vous mobiliser. Le gouvernement a besoin de vous pour transformer la conviction des Français en un grand élan constructif.

A Valence, lors de notre dernier congrès l'an dernier, François Mitterrand nous envoyait le message suivant :

"Tout ne peut pas se faire en quelques semaines. Puisque nous avons la durée, il nous faut savoir la gérer. Le parti socialiste, pour cela, a un grand rôle à jouer. Principale force du changement, il doit être capable d'expliquer, d'éclairer les choix du gouvernement et de convaincre".

Aujourd'hui, ce message demeure d'actualité. Il s'adresse encore à vous tous, à nous tous.

Seule la gauche solidaire, seuls les Français mobilisés nous permettront de l'emporter dans le combat contre la crise, contre les inégalités, pour la solidarité et la justice sociale.

-oOo-

● Pierre Mauroy à Lille : « Nous avons la volonté, nous avons aussi la durée ! »

« **N**OUS avons la volonté, nous avons aussi la durée, je le dis à ceux qui glosent sur la légitimité du gouvernement de la gauche ».

Pierre Mauroy participait dimanche à la fête de la Rose de la Fédération du Nord du Parti socialiste. Cette « fête de famille » rassemblait tous les élus et responsables du Nord, ceux du Pas-de-Calais, en présence de plusieurs milliers de militants qui célébraient le centenaire de la naissance du socialisme dans notre région. Elle a été pour le Premier ministre l'occasion de justifier une nouvelle fois sa politique, d'inviter les Français à l'effort collectif et solidaire, et de répondre aux attaques que plusieurs personnalités de l'opposition avaient multipliées les jours précédents, attaques qui n'ont pas toujours élevé le débat démocratique à la hauteur souhaitable.

C'est évidemment à Michel Poniatowski, qui avait qualifié les ministres de « Charlots », que Pierre Mauroy réserva la réponse la plus cinglante. « Quand on a été le ministre de l'Intérieur de l'affaire De Broglie, on n'a aucune leçon à donner dans les affaires intérieures », lança-t-il après avoir déclaré qu'il était honnoré de voir la mémoire de Chaplin associée à l'action de son gouvernement : « Charlot symbolisait les exploités, les méprisés, les exclus. C'est une figure de la gauche, comme Gavroche. Charlot, c'est notre Gavroche du XX^e siècle ».

« Ne pas affaiblir le crédit de la France »

« Le programme de la droite, il existe, déclara encore Pierre Mauroy. Chirac veut supprimer la loi sur les droits des travail-



(Photo « La Voix du Nord »)

leurs, et les nationalisations... même celles faites par le général de Gaulle ! Barre veut supprimer la cinquième semaine, l'impôt sur la fortune, la décentralisation, les ordonnances sociales, la retraite à soixante ans. Giscard aussi veut dénationaliser et se plaint de la qualité du débat démocratique. Nous voyons comment l'opposition contribue à éléver la qualité de ce débat ! »

A ceux qui exerçait hier des responsabilités, Pierre Mauroy affirma que le débat démocratique légitime devait éviter d'affaiblir le crédit du pays : « Les mensonges accumulés troubent l'opinion, nourrissent le pessimisme des investisseurs éventuels et alimentent la spéculation contre le franc ».

Pierre Mauroy insista aussi sur la façon dont le gouvernement socialiste restait fidèle à son programme, à ses engagements, « dans la rigueur des grands équilibres économiques que la droite n'a pas su maintenir ».

La dignité des travailleurs

Il insista sur la loi de décen-

tralisation qui, notamment, va abolir pour les municipales « la loi scélérate de la droite » pour permettre enfin à toutes les forces politiques d'être représentées dans les conseils municipaux. Il insista sur la façon dont le gouvernement de gauche faisait progresser les droits des travailleurs. Au-delà de la nécessité d'augmenter le pouvoir d'achat des salaires les plus faibles, les salariés avaient tout autant besoin de fierté, de justice, de dignité reconnue dans les entreprises comme dans la société. « Cette fierté, mon gouvernement la leur rend », souligna le Premier ministre qui indiqua aussi que les dispositions fiscales pour 1983 allaient permettre à plus d'un million de contribuables, les plus défavorisés, de voir leur impôt s'alléger ou disparaître.

Pierre Mauroy estima que les premiers résultats de la politique de la gauche commençaient à se faire sentir : ralentissement de la progression du chômage, rythme d'inflation tombé de 14 % à 9,3 % pour le dernier semestre.

Il indiqua que le gouvernement avait l'intention de continuer à limiter les causes d'inflation dans la formation des coûts, au-delà des mesures de « modération » prises pour 1983 en matière de prix et de revenus : « Nous ne reviendrons pas aux errements du passé ». Il invita les Français à se mobiliser « pour l'emporter contre la crise, pour plus de solidarité et de justice ».

Auparavant, Paul Quilès, secrétaire national, s'en était pris à Michel Poniatowski selon lequel « le peuple serait en état de légitime défense », et à Claude Labbé qui affirme que « le peuple demande la parole ». « Le général de Gaulle n'aurait jamais permis que l'on remette ainsi en cause l'esprit des institutions, à chaque élection partielle ou locale », affirma-t-il. « Les prochaines élections déterminantes auront lieu en 1986 (législatives), Chirac n'aura pas plus d'élections anticipées avec François Mitterrand qu'il n'en a eues avec Giscard ».

Ph. LAIDEBEUR.